

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 Orléans

Orléans, le 17/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TEREOS FRANCE**

Route de Paris  
45410 Artenay

Références : VAT 2025 0076  
Code AIOT : 0010001557

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Route de Paris 45410 Artenay. L'inspection a été annoncée le 11/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS FRANCE
- Route de Paris 45410 Artenay
- Code AIOT : 0010001557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS bénéficie d'une autorisation d'exploitée pour son site d'Artenay accordée par arrêté préfectoral du 21 juin 2013. Diverses modifications sont intervenues, depuis 2017, rendant nécessaire la prise de nouveaux actes, dont le dernier, en date du 4 septembre 2020, qui met à jour la situation administrative de l'établissement.

L'établissement est classé Seveso seuil bas, par dépassement direct au titre de la rubrique 4755 (dépôt d'alcool de bouche).

Il relève également de la directive dite IED au titre des rubriques 3110 (combustion), 3310 (four à chaux) et 3642 (produits alimentaires ou aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales) de la nomenclature.

Une douzaine d'installations, relevant du régime d'autorisation ou d'enregistrement, sont exploitées sur le site d'Artenay et sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2020.

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention
- ATEX

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions générales_NC_PdC2_VI_21/06/2023	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	Plan des réseaux_NC_Pd	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020,	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	C8_VI_27/02/2024	article Art. 4.2.2		
4	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	/	Sans objet
5	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet
6	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet
7	Produits incompatibles – rétentions déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	/	Sans objet
8	Rétention déportée et dispositif de drainage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	/	Sans objet
10	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	/	Sans objet
11	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	/	Sans objet
12	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	/	Sans objet
13	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales\_NC\_PdC2\_VI\_21/06/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance des installations et des travaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2023

**Prescription contrôlée :**

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

**Constats :**

**Constat de la visite d'inspection du 21 juin 2023 :**

Pour mémoire, lors de la précédente inspection en date du 21 juin 2023, à la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les consignes et procédures tenues à la disposition de l'ensemble des personnels de la SCA AXEREAL, sur le site TEREOS France d'Artenay. La consultation de ce registre a permis de constater la présence notamment des consignes :

- CS002 relatives à la conduite à tenir en cas d'incendie ;
- CS006 concernant les travaux en zones ATEX.

Interviewé sur les contrôles et la maintenance préventive effectués sur les équipements de manutention et l'aspiration centralisée, l'exploitant a indiqué que plusieurs opérations de vérification et de maintenance ont été réalisées durant les 12 derniers mois.

Pour autant, il n'a pas été en capacité de présenter les rapports de ces contrôles concernant les installations de transport de céréales et les équipements de l'aspiration centralisée du silo n°84. Seuls des bons de commandes et des devis liés à ces opérations ont été présentés à l'inspection.

Dans sa réponse du 13 juillet 2023, l'exploitant a indiqué « *Nous attendons les éléments de la part d'Axéreal. Une relance a été faite le jeudi 6 juillet* ».

Dans sa réponse du 27 juillet 2023, l'exploitant a adressé à l'inspection les documents précisant les entretiens réalisés par la société EIFFAGE concernant les organes de sécurité de l'installation :

- Annexe 6 - travaux suite contrôle sur les déports de sangles élévateurs,
- Annexe 7 - travaux suite contrôle sur les sondes de température de l'installation ;

Et sur la centrale d'aspiration :

- Annexe 8 - AXEREAL Artenay rapport de l'audit 2022 de l'installation de dépoussiérage,
- Annexes 9 à 16 : Factures attestant de la réalisation des travaux préconisés ».

Par courrier du 28 septembre 2023, l'exploitant a communiqué à l'inspection du devis du 27 septembre 2023 établi par l'entreprise DEF-TEC (bon de commande n°233839 AXEREAL, pour un montant de 46 k€), pour :

- la mise en place de 4 clapets anti-retour ATEX,
- le remplacement des 4 écluses, par des écluses ATEX,
- la mise à niveau des liaisons équipotentielle des réseaux.

La réalisation des travaux nécessite la mise à l'arrêt des installations, pour une durée de 10 jours.

Pour les points n°6 et 7, les travaux ont été réalisés du 1<sup>er</sup> mars 2023 au 17 mars 2023 par l'entreprise Schall, conformément au devis (annexe 2) et la facture (annexe 3) joints au courrier du 28 septembre 2023.

**Constat de la visite d'inspection du 12 décembre 2024 :**

L'annexe 6 susvisée liste les contrôles et opérations de remise en état réalisés sur les détecteurs de départ de sanglé des élévateurs du silo n°84.

L'annexe 7 précitée énumère les contrôles et opérations de remise en état réalisés sur les sondes de températures des divers paliers de la manutention du silo n°84.

**Ces deux annexes n'appellent pas d'observation.**

Le rapport de la société DEF/TEC relatif à l'audit en date du 5 avril 2022 de l'aspiration centralisée du silo n°84 et de la vérification du décolmatage des filtres et équipements de sécurité associés à cette même installation, objet de l'annexe 8 fait état notamment des observations et commentaires suivants :

1. les différents organes composant l'installation ne sont pas protégés contre les risques liés à l'explosion ;
2. absence de dispositif de coupure entre les filtres et la tour de manutention (clapet anti retour...),
3. risque de décharge électrostatique : les tuyauteries ne sont pas reliées par des tresses de masses,
4. les écluses ne sont pas certifiées ATEX ;
5. le décolmatage du filtre 2 est inopérant ;
6. un collier d'assemblage est partiellement déconnecté sur la tuyauterie de liaison filtre ventilateur, en dessous du passage du tuyau entre le niveau 4 et le niveau 5 ;
7. l'écluse de récupération de tous les déchets positionnée au niveau 2, paraît sous dimensionnée. D'autre part elle ne dispose pas de sonde de bourrage, qui pourrait prévenir un risque de remplissage des tuyauteries.

Le rapport DEF/TEC préconise 3 actions à mener. Les annexes 9 à 16 relatives au remplacement des manches filtrantes, du séquenceur et du manodétenteur, ainsi que du contrôle et de la remise en état du décolmatage attestent de la mise en œuvre de ces 3 actions.

**Ces actions ne traitent pas de l'ensemble des anomalies précitées, notamment celles rappelées aux points 1, 2, 3, 4, 6 et 7 ci-avant.**

Aussi, les éléments de réponse apportés le 27 juillet 2023 ne répondent que partiellement au constat associé au Point de Contrôle n°2.

Par courriel du 4 décembre 2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection le Procès Verbal de réception des travaux relatifs à la mise en conformité des circuits « poussières » du silo n°84. Ce PV est établi en regard du bon de commande n°233839 AXEREAL.

Par ce même courriel, l'exploitant a transmis à l'inspection les justificatifs relatifs aux travaux réalisés, à savoir :

- mise en place de 4 clapets anti-retour ATEX (point 2) ;
- le remplacement des 4 écluses non conformes par des écluses ATEX, avec les certificats

<p>de conformité desdites écluses (point 4) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>remise en état des liaisons équipotentiellees inexistantes ou défectueuses (points 3 et 6).</li> </ul> <p>La consultation de ces justificatifs et du procès verbal de réception des travaux de mise en conformité des circuits "poussières" du silo n°84, relatifs aux interventions des sociétés THOU Industrie et DEF-TEC, n'appelle pas d'observation.</p> <p><b>Dans ce contexte la non-conformité associée au PdC n°2 de la visite d'inspection du 21 juin 2023 est soldée.</b></p> <p><b>Toutefois, la visite in-situ appelle la nouvelle non-conformité suivante : Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas des moteurs à axes déportés. Ils ne font pas l'objet d'une vérification annuelle de bon fonctionnement et de leurs fixations de façon à s'assurer de leur bonne résistance (écrous freins...) pour éviter toute chute à l'intérieur des cellules. Il a été constaté la présence de 2 câbles au niveau d'une même entrée sur une boîte de raccordements électriques située en galerie sur cellules.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°1 formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 2 : État des matières stockées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé au découpage de son site, en une grille de 9X9</p> <p>A partir de ce quadrillage, l'exploitant est en capacité de présenter l'état des stocks des produits dangereux présents dans chaque case.</p> <p>Le contrôle par sondage a porté sur la "case F4" : 1 950 000 litres d'alcool, toutes catégories confondues.</p> <p>Les données relatives aux phrases de risque des produits présents dans chaque case sont également disponibles.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux\_NC\_PdC8\_VI\_27/02/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

**Constat de l'inspection du 27 février 2024 :**

**Le contrôle en date du 27 février 2024 associé au PdC n°8 a fait l'objet de la notification de l'écart suivant : Le plan des réseaux des eaux industrielles et eaux pluviales recueillies sur le site ne mentionne pas explicitement les secteurs collectés.**

En réponse à ce constat, par courrier du 12 juin 2024 l'exploitant a communiqué à l'inspection :

- en annexe 8A : le schéma synthétique des rejets des effluents de son établissement d'Artenay ;
- en annexe 8B, le tableau synthétisant par secteur, la désignation, la provenance et la destination des effluents pour l'usine.

**Constat de l'inspection du 12 décembre 2024 :**

Afin de justifier qu'il dispose d'un plan des réseaux aqueux de son établissement, l'exploitant a présenté :

- un schéma des rejets aqueux de son établissement. Dans ce schéma, l'exploitant a



- différentié deux phases : campagne sucrière et inter-campagne ;
- un tableau récapitulatif des rejets aqueux de l'établissement permettant d'identifier l'ensemble des circuits d'eaux industrielles et eaux pluviales, avec leurs provenances et leurs destinations

La consultation de ces documents n'appelle pas de commentaire de l'inspection.

**Pas d'écart constaté.**

**La non-conformité associée au Point de Contrôle n°8 de la visite d'inspection du 27 février 2024 est soldée.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 4 : Dimensionnement des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions

##### **Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

##### **Constats :**

Le contrôle par sondage a porté sur la zone dédiée au stockage des liquides inflammables, et des produits stockés et distribués par AXEREAL sur le site.

L'exploitant dispose des justificatifs relatifs aux dimensionnements des rétentions associées aux stockages des engrais solides, liquides, produits phytopharmaceutiques et des liquides inflammables (alcools).

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 5 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

### **Prescription contrôlée :**

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.

Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

### **Constats :**

Le contrôle par sondage a porté sur la rétention ou cuvette A des bacs 31 et 32 de stockage d'alcool.

Les rétentions font l'objet :

- de contrôles annuels réalisés par l'exploitant, dernier contrôle interne le 12 juin 2024 ;
- de vérifications approfondies, à une fréquence quinquennale, par un organisme externe (PM2I).

Les contrôles externes sont réalisés depuis 2020. Pas de contrôle sur ce secteur, à ce jour.

Le rapport relatif au dernier contrôle interne réalisé le 12 juin 2024 fait état de plusieurs désordres :

1. fissure sur la périphérie de la rétention en pied de merlon, à surveiller (D2E),
2. présence de plusieurs éclats sur la périphérie en pied de bac (prévoir des travaux sur 2025 - D3),
3. dégradation au niveau du muret en béton (mettre un enduit de rebouchage ou prévoir travaux sur 2025 - D2),
4. quelques joints sur merlons à reprendre (D2),
5. quelques micro fissures au sol (D1),

D1 : sans gravité, relevant de la maintenance courante,

D2 : nécessite des travaux de maintenance spécifiques, ou un examen spécifique,

D2E : ne nécessite pas de réparation à court terme, mais qui présente un risque d'évolution qu'il convient de surveiller,

D3 : désordre structurel nécessitant des travaux.

L'exploitant a présenté le suivi formalisé des contrôles relatifs à la rétention des bacs 31 et 32 assujettis au Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PMII) ainsi que les mesures adoptées pour lever les observations énumérées ci-avant :

- point 2 : application d'un mortier ou enduit rebouchage, avec l'intégration des travaux de réparation "IC 2025" en octobre 2024, pour traiter la présence de plusieurs éclats en périphérie du pied de bacs observée le 12 juin 2024 ;
- point 3 : au niveau du muret, application d'un mortier ou enduit rebouchage, avec l'intégration des travaux de réparation "IC 2025" en octobre 2024 ;
- point 4 : reprise des joints sur merlons intégrée aux travaux de réparation "IC 2025" réalisés en octobre 2024 ;
- point 5 : démoussage réalisé en septembre 2024.

<p>Le suivi mis en oeuvre est satisfaisant.  <b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Produits incompatibles – rétentions non déportées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite in-situ des installations n'a pas mis en évidence la présence de produits incompatibles, dans une même rétention.  <b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Produits incompatibles – rétentions déportées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations de stockage des alcools et des solutions azotées comportent chacune un transfert des excédents vers des rétentions déportées.  Les pompes de relevage qui assurent ces transferts sont à fonctionnement automatique pour les rétentions alcools, et manuel pour les solutions azotées.  La visite in-situ des rétentions associées aux Bacs n°31 et 32 n'appelle pas d'observation.  <b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Rétention déportée et dispositif de drainage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Rétention déportée et dispositif de drainage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée ou par un dispositif de drainage actif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du</p>

<p>système de détection d'incendie ou d'écoulement.</p> <p>Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.</p> <p>Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle.</p> <p>Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé.</p> <p>L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant. Le délai d'exécution de ces consignes ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suivant le schéma des eaux industrielles et eaux pluviales, les eaux issues de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la distillerie arrivent dans la fosse P42,</li> <li>- la zone séchage pulpe sont recueillies dans le caniveau Nord,</li> <li>- la zone four à chaux sont recueillies dans la fosse 4,</li> <li>- la zone Nord du site sont recueillies dans le bassin d'orage Nord,</li> <li>- la zone Sud du site/zone de lavage sont recueillies dans le bassin d'orage Sud.</li> </ul> <p>Excepté pour la fosse P42, toutes les eaux recueillies dans les différents bassins transitent par le bac à boue, avant envoi vers les bassins de lagunage.</p> <p>Les eaux de la fosse P42 sont directement envoyées vers les bassins de lagunage.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Tuyauteries de matières dangereuses

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.- Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.</p> <p>B.- Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le transfert depuis les bacs journaliers vers les bacs de stockage des alcools est assuré via des tuyauteries aériennes.</p> <p><b>Les tuyauteries de transport d'alcool depuis les bacs de stockage de production journalière vers les bacs de stockage ne font pas l'objet d'entretien et d'examens périodiques, à des fréquences fixées par l'exploitant. Les contrôles réalisés, à ce jour, ne sont pas formalisées dans les consignes existantes.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°9 formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 10 : Tuyauteries de matières dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  C.- Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur. D.- Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées ...). Leur parcours est aussi réduit que possible. E.- Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
<b>Constats :</b>  La visite in-situ des Bacs n°31 et 32 a permis de visualiser les marquages mis en place par l'exploitant sur les diverses tuyauteries de transport interne des alcools. Ces tuyauteries sont aériennes et protégées contre les risques de chocs. L'exploitant dispose de plans, tenus à jour, concernant le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses. <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Bassin de confinement des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir

l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.  
Pour les sites autorisés après le 1<sup>er</sup> janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :

- est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers,
- ou est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.

Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup>/tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

#### **Constats :**

En phase accidentelle, le DOI dispose de toutes les données relatives à la gestion des eaux du site et définit les dispositifs d'isolement à mettre en œuvre, pour contenir, dans l'emprise de l'établissement, les eaux potentiellement polluées, y compris les eaux d'extinction.

Ainsi, en cas d'incendie, l'isolement hydraulique des réseaux de toutes les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques est possible.

L'exploitant dispose des justificatifs relatifs aux dimensionnements de ces dispositifs de retenue pour l'ensemble des installations de stockage de produits très toxiques ou toxiques.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 12 : Bassin de confinement des eaux incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

#### **Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>• en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels ;</li> <li>• du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>• du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>En phase accidentelle, le DOI dispose de toutes les données relatives à la gestion des eaux du site et définit les dispositifs d'isolement à mettre en œuvre, pour contenir dans l'emprise de l'établissement les eaux potentiellement polluées, y compris les eaux d'extinction. Ainsi, en cas d'incendie, l'isolement hydraulique des réseaux de toutes les installations est possible.</p> <p>Toutefois, l'exploitant ne dispose pas des justificatifs relatifs aux dimensionnements de ces dispositifs de retenue pour l'ensemble de ses installations. Il a déclaré que ces ouvrages étaient néanmoins surdimensionnés.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Consignes de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p>

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.

#### Constats :

L'exploitant a indiqué que les consignes de sécurité qu'il a établit figurent dans son POI.

La consultation des fiches relatives à la gestion de crise concernant le stockage d'alcool (Bac n°31 et 32) et l'activité engrais solides n'appelle pas d'observation.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Mesures de prévention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

#### Constats :

Au cours de la visite in-situ du silo béton n°84, il a été constaté la présence de 2 câbles au niveau



d'une même entrée sur une boîte de raccordements électriques située en galerie sur cellules. Dans ce contexte, <b>le niveau de protection (IP) de cette boîte de raccordements électriques n'est pas correctement assuré.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°14 formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois